CONDITIONS :

SIX PIASTRES PAR AN—payable six mois d'avance.

Aucun abonnement ne sera arrêté, à moins ce les arrérages ne soient payés, et à moins que celui qui voudra arrêter son abonnement, n'en ait fait connaître son intention par écrit au bureau de L'ABEILLE, huit jours avant l'expiration du semestre courant.

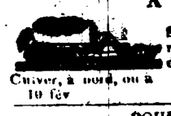
Les avis se publient en ANGLAIS ET EN FRANCAIS, à raison d'une piastre par carré de chaque langue pour la première insertion, et 50 cents pour les insertions subséquentes. Le carré est de DIX LIGNES, ou moins.

Les avis dont le nombre d'insertions ne sera pas limité, seront publiés jusqu'à ce qu'on les arrête, aux frais de ceux qui les auront envoyés.

On prend des abonnements à l'année, pour publier les avis, à des prix raisonnables.

Aucun abonnement pour la campagne ne sera reçu à moins qu'on n'indique quelqu'un en ville chargé de payer régulièrement. Les lettres adressées à l'Editeur doivent être affranchies ; dans le cas contraire, elles resteront à la poste.

A VENDRE.



Le bateau à vapeur **WALTER SCOTT**, ayant été complètement réparé, est offert en vente. Pour les conditions, s'adresser au capitaine Cuiver, à bord, ou à

10 fév HARRISON, BROWN & CO.

POUR VERA-CRUZ.

Le goélette mexicaine **TITAN**, capitaine Dacis, ayant une partie de sa cargaison engagée, partira sous peu pour le dit port. Pour le reste du fret ou passage, s'adresser à J. FRATS & FILS,

1 mars rue Ste. Anne, No. 52.

POUR TAMPICO.

Le brick mexicain **GENERAL SANTA-ANNA**, est en chargement et sera bientôt expédié pour le dit port. Les marchandises expédiées par ce navire auront l'avantage de retirer 90 pour cent sur le montant des droits. Pour le complément du fret, ou pour passage, s'adresser à

M. S. CUCULLU, LAPEYRE & Co,

1 mars rue Toulouse, No. 27.

POUR LIVERPOOL.

Le navire **AMBASSADOR**, capitaine Upton, pourra prendre 2500 balles de coton, pour le port ci-dessus.

1 mars LINCOLN & GREEN.

POUR LA MOBILE.

La goélette **FREDERICKSBURG**, doublée et chevillée en cuivre, capitaine Huntley, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser au capitaine à bord ou à

HARRISON, BROWN & Co,

21 fév 117, rue Royale.

POUR LE HAVRE.

Le navire de première classe, **CRESCENT**, doublé et chevillé en cuivre, capitaine J. B. Harney. Pour fret de 3 à 400 balles de coton, s'adresser à

secs 4 I. OGDEN & CO,

21 fév rue du Canal, No. 72.

POUR BALTIMORE.

Le brick fin voilier, **WILLIAMS**, capitaine Homer, partira sous peu pour ce port. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, vis-à-vis la rue St. Louis, ou à

20 fév HARRISON, BROWN & Co,

rue Royale, No. 117

POUR LA HAVANE.

Le brick fin voilier, doublé et chevillé en cuivre, **BELLA-ANITA**, partira incessamment, il est très bien construit pour transporter des passagers, s'adresser à M. S. CUCULLU, LAPEYRE & Co,

10 fév rue Toulouse, No. 27.

POUR MARSEILLE.

Le navire DUBLIN PACKET, capitaine John R. Butler, ayant la principale partie de son chargement engagée, partira sous peu. Pour fret de 150 balles coton, ou passage ayant de bons emménagements, s'adresser au capitaine à bord, ou à

14 fév A. QUERTIER & BOUTIN.

POUR TAMPICO.

La goélette **EXPRESS**, capitaine Delarue, ayant une partie de son chargement engagé, et partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser au capitaine à bord, ou à

13 fév—4 NARTIGUE & DESBOIS,

rue de Chartres, No. 131.

POUR BELIZE (Honduras.)

La goélette **GLEANER**, capitaine Jerrel, partira dans quelques jours pour le susdit port. Pour fret ou passage, s'adresser à

12 fév JULES LE BLANC,

rue Royale, No. 102.

POUR LIVERPOOL.

Le beau navire **MARATON**, de première classe et doublé en cuivre, capitaine Eldridge; Pour fret de 400 balles de coton, s'adresser à

J. OGDEN & Co.

11 fev Rue du Canal, No. 72.

POUR BORDEAUX.

Le brick français **L'EUCHARIS**, capitaine Maisin, partira pour le dit port, le 12 courant fixe. S'adresser pour les conditions du passage, au capitaine à bord, ou à OSSIN BIGURDAN,

6 fév rue Toulouse, No. 23j

POUR TAMPICO.

Le brick mexicain **GENERAL SANTA-ANNA** ou **BELLO INDIO**, ayant une partie de sa cargaison engagée, partira sous peu pour le dit port. Les marchandises transportées par le dit brick jouiront du privilège du pavillon national de 20 pour cent sur les droits. Pour le complément du fret, comme pour passage, s'adresser à

M. S. CUCULLU, LAPEYRE & Co,

5 fev rue Toulouse, No. 27

POUR TAMPICO.

La goélette **TALBOT JONES**, (construction de Baltimore,) doublée et chevillée en cuivre, capitaine Berry, de 89 tonneaux, portant 500 balles, etc est excellente aux trois rapports. Pour fret ou passage, s'adresser à

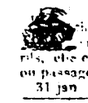
31 jan HARRISON, BROWN & Co.

POUR LA HAVANE

Le brick espagnol TRES-AMIGOS, partira sous peu, ayant une grande partie de son chargement engagé. Pour le reste ou pour passage, ayant de bons emménagements, s'adresser à

24jan COURVAL, ACEBO & CO.

POUR TAMPICO.



La goélette **LEONARD**, capitaine Ramon Falcino, ayant la majeure partie de son chargement engagée, partira sous peu. Pour le reste du fret ou passage, s'adresser au capitaine à bord, ou à

14 jan TUYES & CO.

A VENDRE OU A FRETER.

La barque **LOUISA**, doublée et chevillée en cuivre, (construction de Baltimore,) capitaine Veyes, du port d'environ 268 tonneaux, s'adresser à HARRISON, BROWN & Co,

18 jan 117, rue Royale.

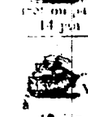
POUR LE HAVRE.

Le navire de première classe **GROTON**, capitaine R. Baker, partira sous peu. Pour fret de 2 à 300 balles coton ou passage, s'adresser à

FE. PERRET & GALLY,

11 janv rue Toulouse.

POUR LIVERPOOL.



Le navire américain **SENATOR**, capitaine Wm. Stacey, ayant presque tout son chargement engagé, partira sous peu. Pour fret de 150 balles en passage, ayant de beaux emménagements, s'adresser à bord, vis-à-vis le pavon N°. 63, ou à

Gen TIERNAN, CUDDY & CO.

envoig. Gravier & Tchoupitoulas.

A LOUER.

La maison en briques à trois étages, (*l'ece port*) entre les rues du Port et St. Ferdinand, s'adresser

15 fév T. NICOLET & Co.

A LOUER.—Un vaste Magasin d'entrepot, de 80 pieds de long, sur 40 de large, situé rue St. Philippe, entre Royale & Bourbon. Pour les conditions, s'adresser au soussigné.

13 jan B. DUPUY.

Société d'Agriculture de la Louisiane.

LA direction de cette Société désire trouver une personne capable de diriger les travaux et d'administrer à d'une ferme modèle, et assez versée en Agriculture et dans les sciences y relatives pour conduire les expériences, en noter les résultats, et en général, s'occuper de tout ce qui se rattache au but principal de la Société.

Les personnes qui désireraient cet emploi, voudront bien faire parvenir leurs noms et recommandations par mot fermé adressé au soussigné, rue Royale, No. 53.

10 fev E. ROUSSEAU, secrétaire.

CONSEIL DES MARGUILLIERS.

TOUTES les personnes ayant à vendre dans le voisinage de la ville, des terrains dont on pourrait faire un cimetière, sont invitées à faire par écrit leurs propositions à M. H. Pelerat, président du conseil des marguilliers de la fabrique St-Louis. On recevra les propositions jusqu'au 15 mars de cette année. 15 fév—25

TRAITES SUR LONDRES, à vendre par

J. OGDEN & Co.

11 fev Rue du Canal, No. 72.

AVIS—Les personnes qui auraient des réclamations contre la succession de feu François Xavier Freyd, devront les présenter au soussigné au coin des rues de Esplanade et Levée, et ceux qui doivent à la dite succession sont priés de régler le plus tôt possible.

13 fév—15 BAPTISTE AZARETTO.

AVIS—Toutes les dettes que pourront contracter à Paris les équipages et capitaines des goélettes Lagrolle, Eliza, Mary-Power et Pomone et du sloop Rosalie, ne seront pas payées par les soussignés à moins qu'elles ne soient autorisées par eux.

2 jan—15 C. GUESNARD & ALPUENTE.

GRAINES DE LIN à semer par

1 mars J. MAGER.

VENTES PAR LE REGISTER.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Vente par le Register des Testaments—Mardi, 4 mars 1834, à midi, j'exposerai en vente à la Bourse, pour compte de la succession de feu Samuel Spotts, les actions ci-après décrites, savoir :

23 actions de la Banque du Commerce, sur lesquelles $10 ont été payées.

20 actions de la Banque des Artisans et Commerçans, sur lesquelles $500 ont été payées.

1 action de la compagnie de la Presse à Coton, payée en entier.

Aussi, 2 charrettes et un cheval.

Conditions de la vente : Soixante jours de crédit, pour les actions de Banque à 3 et 6 mois de crédit, pour l'action de la compagnie de la Presse à Coton, en billets endossés à satisfaction. Et les charrettes et le cheval, comptant.

Par ordre de la cour,

22 fév W F C DUPLESSIS, rég.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Vente par le Register—Mercredi, 5 mars prochain, à midi, j'exposerai en vente, à la Bourse, pour compte de la succession de feu Reuben Gaunt, le lot de terre ci-après décrit, savoir :

Un lot de terre situé dans le faubourg Lafayette, paroisse Jefferson, mesurant 18 pieds face au chemin public, appelé rue de la Levée, continuation de la rue Tchoupitoulas, courant sur une ligne directe de —— pieds sur la rivière faisant partie du lot de terre désigné par la lettre B, sur un plan du dit faubourg, dressé par Joseph Pilié, voyer de la ville, et déposé en l'étude de Carlile Pollock, notaire public.

Conditions : 6 et 12 mois de crédit, en billets endossés, à satisfaction, avec hypothèque.

Par ordre de la Cour.

4 fév W. F. C. DUPLESSIS, rég.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves*—Vente par le Register des Testaments—Lundi, 3 mars 1834, à midi, j'exposerai en vente, à la Bourse, pour compte de la succession de feu James O'Brain, les esclaves ci-après décrits, savoir :

Willis, âgé de 32 ans, actif et intelligent, bon briqueteur, propre à tout, et bon sujet, pleinement garantie.

Elyah, âgé de 21 ans, bon maçon, actif et intelligent, bon sujet et pleinement garanti.

Mooney, âgée d'environ 40 ans, cuisinière et blanchisseuse, domestique intelligente et fidèle, pleinement garantie et son enfant Ann, âgée d'environ 8 ou 9 ans, domestique de maison, pleinement garantie.

America, âgée de 26 ans, bonne cuisinière, blanchisseuse et repasseuse, bonne domestique de maison, pleinement garantie et son enfant Robert, âgé d'environ 6 mois.

Tous les susdits nègres sont acclimatés, les plus âgés étant dans le pays depuis 7 ans.

Conditions de la vente—Six mois de crédit, en billets endossés à satisfaction avec hypothèque spéciale.

Par ordre de la cour,

W. F. C. DUPLESSIS, rég.

N. B. Les actes de vente seront passés en l'étude de Gustave Le Gardeur, notaire public, aux frais des acquéreurs. 1 fév

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Vente par le Régister des Testamens—Mardi, 4 mars 1834, à midi, j'exposerai en vente à la Bourse, pour compte de la succession de feu Charles Laurel; h. c. l. la propriété foncière ci-après décrite, savoir :

Un terrain ayant mesure française, 30 pieds de face, sur 180 pieds de profondeur, rue Julie, entre les rues Philippa et Baronne, sur lequel se trouve 4 bâtisses en bois, un puits, &c.

Conditions de la vente : Moitié comptant, et la balance à 6 et 12 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction et hypothèque spéciale.

Par ordre de la cour,

W F C DUPLESSIS, rég.

N. B. L'acte de vente sera passé devant Louis H. Féraud, notaire, aux frais de l'acquéreur. 4 fév

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves*—Attendu que T. G. Morgan a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu T. G. Peters, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,

25 fév W. F. C. DUPLESSIS, rég.

LETTRES DE CHANGE sur Charleston, à vendre par 31 jar MAGER.

JOHN WILCOX & Co, rue de Chartres, No. 5, viennent de recevoir par les derniers paquebots de N. York, un nouvel assortiment de Bottes et Souliers de leurs fabriques, qu'ils offrent à vendre en gros et en détail. Ils y appellent l'attention de leurs amis et du public.

6 janv

ON demande une bonne NOURRICE, on donnerait la préférence à une qui n'aurait pas d'enfant. S'adresser au bureau de l'Abeille. 3 janv

LOTERIE

DEVANT ETRE TIREE POSITIVEMENT

LE 1er. AVRIL.

D'UNE PENDULE EN BRONZE, représentant le magnifique portail de l'Eglise Cathédrale de Reims, en France, où tous les rois de France ont été couronnés.

Il y aura 75 billets à 10 piastres chacun. La souscription est ouverte chez M. Bishop, où ce chef-d'œuvre est exposé. Les personnes qui désirent souscrire y trouveront la description de cet ouvrage antique, considéré encore de nos jours, comme un ouvrage parfait d'architecture. L'église que représente cette pendule, existe en France, telle que nous la voyons dans ce chef-d'œuvre, qui est en parfaite opération.

La description est ouverte à l'hôtel de M. Bishop, et une le sera nulle autre part.

11 fév—15

AVIS—Attendu que Balthazar Dupuy, ci-devant shériff de la paroisse d'Iberville, s'est adressé à moi pour faire annuller les quatre cautionnements suivants, savoir :

Le premier, de six mille piastres, souscrit par lui, le 14ème. jour de décembre 1819, conjointement avec Joseph Erwin et J. B. Rils ses sécurités.

Le second de six mille piastres souscrit par lui, le 25ème. jour de février 1833, conjointement avec M. A. Dupuy et J. B. Rils ses sécurités.

Le troisième de six mille piastres, souscrit par lui, le 3ème. jour de janvier 1829; conjointement avec MM. J. B. Rils et Aubry Dupuy ses sécurités.

Et le quatrième, de six mille piastres, souscrit par lui, le 28ème. jour de février 1831, conjointement avec Jean Louis Dardane et Aubry Dupuy ses sécurités.

La présente a pour but de prévenir toutes personnes intéressées, d'avoir à déduire par écrit, au bureau du secrétaire d'Etat, dans les quatre vingt dix jours qui suivront la dernière publication, les raisons, si elles en ont, pour lesquelles les dits cautionnements ne seraient pas annullés et radiés.

Donné sous ma signature, et le sceau de l'Etat, dans la ville de la Nelle.-Orléans, le 24ème. jour de février 1834, et la cinquante-huitième année de l'indépendance américaine.

[L. S.] A. B. ROMAN,

Par le gouverneur,

GEORGE EUSTIS,

25 déc—30 Secrétaire d'Etat.

FORGE ET SERRURERIE

EN TOUS GENRES, POSE LES SONNETTES.

Rue St Philippe, No. 112, *entre les rues Bourbon & Dauphine.*

LE soussigné a l'honneur de prévenir le public et ses amis qu'il vient d'établir son atelier à la susdite adresse où il se propose d'exécuter tous les genres d'ouvrages, qu'il lui seront adressés dans sa partie Balcons de tous dessins; Grilles de porte et d'entourage, de place en de tombeau; Rampe d'escalier, Paratonnère à girouette, orné et ordinaire; Mécanique et haute Serrurerie d'appartements, pose les sonnettes à l'instar de Paris et à garantie. MM. les entrepreneurs trouveront chez lui dextérité et perfection dans tous les ouvrages qu'ils voudront bien soumettre au soin de leur serviteur.

24 jan—15 L. LEROUX.

LES soussignés, syndics de la faillite de M. J. B. Ory, invitent les créanciers à présenter leurs comptes en due et bonne forme, d'ici au 1er. mars prochain, afin qu'ils puissent être inscrits sur le tableau de réclamation.

MES. ANDRY,

28 jan P. DUBERTRAND.

50 PIASTRES DE RECOMPENSE.

LA récompense ci-dessus sera donnée pour la découverte et l'appréhension des voleurs qui sont entrés forcément dans ma maison, rue de la Douane, No. 110, dans la nuit du 20, et en emportèrent un tiroir d'acajou, une quantité de cuillères d'argent, à manches d'ivoire, une paire de pincettes à sucre, 2 paires de bottes neuves et plusieurs autres objets. Les cuillères étaient marquées M. E. W. Le tiroir qui contenait ces objets appartenait à un buffet et portait une loupe de verre taillé.

La récompense ci-dessus sera donnée à quiconque convaincra les susdits voleurs, ou une proportionnée pour tous renseignements qui pourront conduire à les découvrir

M. WALTON.

23 déc—30 rue de la Douane, nos. 12 et 14.

500 SACS Sel passé au four, récemment reçus par le Général Williams, de Liverpool, et à vendre par

20 fév BENJ. BOOTH & CO.

AVIS—La société connue sous la raison de *François Grand et Lazar Pignatel*, est dissoute d'un commun accord; François Grand continuera en son nom, le même genre d'affaires. 15 fév—18

$25 DE RECOMPENSE.

EST parti marron de la raffinerie de la Louisiane, le nègre JACQUES, domestique et cocher, âgé d'environ 24 ans, taille de 5 pieds 6 pouces américains, parlant l'anglais et le français, il a une plaie à la jambe l'ayant eu cassée, figure maigre; il avait sur lui un pantalon et habit de drap noir, un crêpe à son chapeau. S'adresser à MM.

25 déc—30 FORSTALL & CO.

LEGISLATURE.

JOURNAL DU SENAT.

MERCREDI, 19 février 1834.

Le sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présens : MM. Chs. Derbigny, président, Beauvais, Barthe, Dupré, Hiriart, Labranche, Lacoste, Moore, Nicholas, Prudhomme, Saunders, Simon, Tenney et Thomas.

M. Lacoste, conformément à Paris qu'il en avait donné, a présenté un bill intitulé :

"Acte pour constituer et définir l'autorité, les devoirs et les fonctions du jury de Police des paroisses de Plaquemines et St. Bernard. Cet acte a été exempté de la règle, la trois fois, et passé.

Sur motion de M. Thomas, la Résolution enjoignant à l'avenir général de faire certaines poursuites" a été prise en considération, et renvoyée à demain pour considération ultérieure.

Le sénat s'est occupé de la Résolution relative à la célébration de la naissance de Washington ; laquelle a été exemptée de la règle et passée.

Le message suivant du gouverneur a été lu, et sur la motion de M. Labranche, le sénat ayant donné son concours à la Résolution de la Chambre, refermé le rapport de l'ingénieur civil, sur l'Atchafalaya, à un comité réuni. Ce message a été référé au même comité.

Au Sénat et à la Chambre des Représentans,

Je vous soumets le rapport de l'ingénieur civil sur l'Atchafalaya, d'après lequel vous pouvez voir que les obstacles qui s'opposent à la navigation de cette rivière sont de nature à être plus facilement surmontés qu'on ne l'a pu penser jusqu'à présent. Les avantages qu'une partie considérable de cet Etat retirerait de cette amélioration importante, vous portera sans doute à adopter immédiatement les mesures nécessaires pour la mettre à exécution.

Comme la réussite de cette entreprise doit dépendre des moyens que la Législature jugera convenable d'adopter pour la faire exécuter, permettez moi de soumettre à votre considération mes vues sur ce sujet.

Le succès du capitaine Shreeve, dans l'entreprise qu'il a faite d'enlever les embarras de la Rivière Rouge, a démontré que les obstructions de cette espèce, peuvent être détruites beaucoup plus aisément qu'on ne l'avait pensé. Si nous pouvions obtenir du gouvernement général l'usage des bâteaux commandés par cet officier, l'embarras de l'Atchafalaya pourrait probablement être détruit dans moins d'un mois. S'il n'était pas possible de se procurer ces bâteaux (et même dans le cas où nous pourrions les obtenir il y a lieu de douter s'ils sont avantageux pour nous de les détourner de l'entreprise dans laquelle ils sont maintenant engagés,) il serait nécessaire de faire construire aux frais de l'Etat, un bâteau à vapeur sur le même plan, car on ne peut pas prétendre que nous puissions avec célérité faire disparaître ces embarras, en contractant avec les personnes qui pourraient s'offrir pour cette entreprise si elle était offerte au rabais. La nature même des obstructions décrites par l'ingénieur, doit nous prouver que l'avantage peut être facilité ou retardé, par tant de circonstances imprévues, que non seulement une estimation exacte, mais même une approximation de la dépense réelle de l'entreprise est impossible. S'il était décidé que l'ouvrage dût être donné à celui qui offrira de le faire au meilleur marché, comme ceux qui seraient tentés de l'entreprendre ne pourraient pas avoir plus de données sur ce sujet, que nous n'en avons nous mêmes, pour être sûrs de ne pas perdre d'argent en contractant, aucun d'eux ne voudrait faire d'offres à moins qu'elles ne fussent assez élevées, pour lui permettre de surmonter sans perte, les plus grandes difficultés qu'ils pourraient rencontrer. Si l'expérience n'avait pas prouvé que l'entreprise était praticable, qu'ils ne l'avaient cru d'abord, ils feraient de grands profits qu'on ne songerait pas à leur demander de rembourser ; mais si, au contraire le travail se trouvait être plus difficile qu'ils ne l'avaient supposé, ils abandonneraient l'entreprise, ou s'ils l'achèvent ils se présenteront pour réclamer une compensation additionnelle qu'ils obtiendront très probablement, parce que la Législature ne voudra pas permettre que l'Etat s'enrichisse aux dépens de quelques individus. Ayant donc tout à perdre et rien à gagner en confiant l'ouvrage à des contracteurs, je n'hésite pas à me joindre à l'opinion émise par l'ingénieur civil, que les embarras doivent être détruits aux frais de l'Etat par le moyen d'ouvriers ou d'autres agents, employés sous la surveillance du Bureau des travaux publics. Mais la difficulté de trouver des ouvriers, non seulement pour cette entreprise particulière, mais généralement pour tous nos travaux d'améliorations intérieures, est un si grand obstacle à leur exécution, que le principal objet de cette communication est d'appeler votre attention, sur les moyens de se les procurer. Les facilités immenses offertes par notre Etat à tous ceux qui le choisissent pour le lieu de leur résidence, ne nous laissent que bien peu de chances d'obtenir assez de bras pour nos améliorations publiques. Nos propres citoyens trouvent à s'occuper avec trop d'avantages, pour s'offrir à travailler comme manœuvres, et notre seule ressource est d'avoir recours aux étrangers, qui tout récemment arrivés parmi nous, n'ont pas encore eu le temps de se livrer à aucune branche régulière d'industrie. On ne peut guère trouver d'ouvriers de ce genre dans les campagnes, il faut se les procurer dans la ville, où ils trouvent tant d'avantages, qu'excepté pendant la saison des malades, il est très difficile de les obtenir pour nos travaux publics, à moins de leur donner des salaires exhorbitants. On ne doit pas compter longtems sur leurs services après les avoir engagé, car ceux d'entre eux qui sont industrieux trouvent facilement quelqu'autre emploi permanent auxquels ils donnent la préférence, et l'entreprise est bientôt entièrement abandonnée à ceux que l'intempérance ou le manque d'industrie forcent à continuer de travailler pour gagner chaque jour leur subsistance. Des manœuvres ont été payés jusqu'à deux piastres par jour, pour les travaux qui s'exécutent maintenant à Plaquemines. Dans certaines saisons de l'année on peut louer des esclaves à des prix raisonnables, mais dans celles où leur temps est nécessaire aux récoltes on ne peut s'en procurer qu'un très petit nombre lors qu'on peut s'en procurer, même en offrant des gages plus élevés que ceux que l'on donne ordinairement aux journaliers libres.

Ces considérations doivent avoir frappé tous ceux qui ont réfléchi sur ce sujet, n'ont porté à croire qu'il serait de l'intérêt de l'Etat d'acheter des esclaves qui seraient mis à la disposition du Bureau des travaux publics, pour exécuter les entreprises qui pourraient être données soit par la Législature ou le Bureau lui même. La destruction des embarras qui entravent la navigation de l'Atchafalaya est loin d'être la seule amélioration que l'on ne doit pas penser à effectuer, pour les raisons qui ont été données plus haut, en la confiant à des contracteurs. Notre Etat est coupé dans toutes les directions par des cours d'eau qui pour être rendus navigables, n'ont besoin que d'être débarrassés des embarras, des bois de dérive, des chicots et des autres obstructions de ce genre qui se trouvent dans leurs lits.

Comme la valeur réelle de pareils travaux ne peut être estimée d'avance avec exactitude, toutes les fois que la Législature entreprendra d'approprier des sommes fixes, pour de semblables entreprises, nous devons craindre de voir encore ce qui ne s'est déjà que trop souvent répété dans cet Etat. Ou l'allocation sera trop forte, et les fonds du trésor seront prodigués au profit des contracteurs, ou la somme allouée sera trop faible et l'appropriation sera encore faite en pure perte, parcequ'e l'objet que l'on avait en vue ne sera pas atteint. Les améliorations de ce genre doivent être faites aux frais de l'Etat, si nous voulons qu'elles soient exécutées, comme elles doivent l'être, et si nous désirons en outre épargner autant que possible les fonds publics. Mais si l'état veut se charger de l'exécution des travaux publics, on doit s'attendre à éprouver partout la même difficulté que l'on a rencontrée à Plaquemines pour se procurer des ouvriers, il sera impossible de les obtenir à moins de leur donner des salaires tellement élevés, qu'un achat d'esclaves deviendrait une véritable économie. L'amélioration projetée sur l'Atchafalaya peut nous servir d'exemple pour donner une idée juste de l'avantage qu'il peut y avoir à la Louisiane à employer des esclaves au lieu d'ouvriers libres. Le nombre de manœuvres qu'il serait convenable d'employer à détruire les embarras serait probablement de cent; en supposant qu'ils puissent être obtenus au plus bas prix possible à soixante quinze cents par jour, ils coûteraient $2.250 par mois, sans comprendre dans ce prix leur entretien. Cent esclaves pourraient probablement être achetés pour $70.000. L'intérêt de cette somme calculé même à dix pour cent serait par mois de $583 33 1-4. La dépense qu'occasionnerait la nourriture des ouvriers, et le salaire de personnes capables de les surveiller, serait à peu de chose près la même dans l'un ou l'autre cas, et la différence est d'ailleurs trop considérable pour ne pas offrir une ample compensation, de toutes les pertes que l'Etat pourrait éprouver soit par mortalité de quelques esclaves ou par d'autres causes.

Le succès de la Compagnie de Navigation du bayou Bœuf, qui, après avoir compté les améliorations de cette rivière en employant des esclaves qu'elle avait achetés, peut les revendre au prix qu'ils lui ont coûté ; et celui de la Compagnie du Canal de Barataria et de Lafourche, qui ayant adopté le même système dans un an ou deux placé dans la même situation peuvent fournir des arguments irrésistibles, pour prouver l'économie qu'il y aurait pour l'Etat à employer des esclaves pour nos améliorations intérieures.

Si le Bureau des travaux publics était autorisé à employer dans l'achat d'esclaves capables de travailler, tous, ou au moins la plus grande partie des fonds qui sont à sa disposition, et si à cette somme on en ajoutait une autre, suffisante pour la mettre à même d'acheter assez de nègres pour entreprendre à la fois plusieurs des améliorations dont le besoin se fait le plus vivement sentir dans l'Etat, nos travaux publics seraient presque achevés dans quelques années, et les esclaves pourraient alors être vendus à un prix qui ne différerait pas beaucoup de celui auquel ils auraient été achetés. Ce moyen me paraît non seulement le plus économique mais même le seul que l'on puisse adopter pour réussir dans un système régulier et permanent d'améliorations intérieures dont la nécessité absolue semble être maintenant sentie par tous ceux qui ont à cœur la prospérité de la Louisiane.

(Signé) A. B. ROMAN.

11 février 1834.

Sur la motion de M. Prudhomme, le sénat s'est occupé du bill intitulé :

"Acte pour venir au secours d'Antoine Prudhomme et autres."

ur motion, pour l'adoption de la première section, comme suit :

"Il est décrété &c., Que Antoine Prudhomme de la paroisse des Natchitoches est et demeure autorisé à recevoir des héritiers légaux de Marie-Joseph Mc Carty, femme de couleur libre, décédée dans la paroisse d'Orléans, le montant d'un legs fait par elle, par testament et dernière volonté, à son fils Anthony ; lequel, à l'époque de la donation testamentaire, et à la mort de la testatrice, était à propriété du dit Prudhomme; et que toute quittance faite par le dit Prudhomme en faveur des représentans de la dite succession, sera valide contre toute réclamation de l'Etat."

L'appel nominal a été demandé et a donné le résultat suivant :

Pour l'adoption : MM. Dupré, Leblanc, Prudhomme, Tenney et Thomas—5 voix.

Contre l'adoption : MM. Barthe, Hiriart, Labranche, Lacoste, Moore, Nicholas et Saunders—7 voix.

Sur motion, la seconde section a été rejetée.

M. Tenney, rapporteur du comité auquel avait été référée la "Résolution relative aux officiers qui ne résident pas dans la paroisse pour laquelle ils ont été nommés," a fait son rapport, en présentant la dite résolution amendée; et sur la motion de M. Barthe, cette résolution a été référée au même comité, avec instruction d'y substituer un bill.

M. Leblanc a obtenu la permission de présenter sans avis préalable, un bill intitulé "Acte pour autoriser les habitans de Lafourche-Intérieure, sur la rive droite du bayou, du canal de Terre-Bonne, en descendant le dit bayou, de nettoyer et de fouiller le bayou Eau Bleue. Cet acte a subi sa première lecture.

M. Hiriart, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté un bill intitulé :

"Acte relatif à cette partie de la levée sur le bayou Pisquemines, dans le voisinage du village de Plaquemines, paroisse d'Iberville." Cet acte a été exempté de la règle, et passé.

M. Tenney a donné avis que demain il présentera les bills intitulés :

"Acte pour accorder certains privilèges dans l'Etat de la Louisiane, à la Banque de l'Etat du Mississipi.

"Acte pour autoriser le Trésorier de l'Etat, à payer certaines sommes d'argent aux personnes y mentionnées, relativement à l'instruction publique, dans la paroisse de Concordia."

"Acte relatif aux terres des écoles publiques, réservées et appropriées par un acte du Congrès approuvé le 6 avril 1806, intitulé "Acte supplementaire à l'acte intitulé "Acte pour confirmer et régler les titres et les réclamations aux terres comprises dans le territoire d'Orléans, et dans le district de la Louisiane."

ORDRE DU JOUR.—Première lecture.

'Acte pour créer un commissaire des actes et serments, pour l'Etat de la Louisiane, dans la ville de N. York."

Un message de la Chambre des *Représentans*, apporté par M. A. Pilot, son secrétaire, a demandé le concours du sénat à la résolution et aux bills suivans :

"Résolution autorisant le Trésorier de l'Etat, à recevoir certaine somme d'argent."

"Acte pour affecter des appropriations à l'amélioration de la navigation des rivières Tangipaho et Falaya."

"Acte pour instituer une cour d'appel, en matière criminelle."

"Acte supplementaire aux divers actes pour organiser les cours de district de cet Etat, et pour d'autres objets."

"Acte pour étendre le privilège exclusif de tenir des bacs à Jean Mouton fils, J. ha H. Hermansson, et David Winterbotham."

Le même message a informé le sénat que la Chambre a donné son concours aux amendemens à ces bills soumis au sénat aux considérations à ce qu'il spécifiées :

"Acte relatif aux délais à reparaître ;" et "Acte pour amender la 2ème. section de l'acte supplementaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées."

Le même message a informé le sénat que le comité d'enrôlement de la chambre a déclaré dûment enrôlé le bill provenant du sénat intitulé :

"Acte relatif à la publication des avis à donner de la nomination des curateurs aux successions vacantes, de l'homologation des comptes, &c."

Sur motion, le sénat s'est ajourné à demain, 10 heures du matin.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de Paroisse, pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.—Présent Phon. Chs. Maurian, juge—No 7158—*Abraham Green vs. ses créanciers*—L'abandon de la cession des biens du pétitionnaire ayant été acceptée par la cour, au profit de ses créanciers, il est ordonné par la cour, qu'une assemblée des dits créanciers ait lieu en l'étude de M. Hugues Pédesclaux, notaire public, le mercredi 12 mars courant, afin d'y délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et en attendant, tous les procédés contre la personne et les biens sont suspendus.

Par ordre de la cour,

3 mars—3 F. BUISSON, dép. gref.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour du Premier District Judiciaire—No. 11,078.—*Edouard Guérin* contre *ses créanciers*.—La cession des biens du pétitionnaire ayant été acceptée par la cour, au profit de ses créanciers, il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers ait lieu en l'étude de M. F. Grima, notaire public, le 31 de mars prochain, à 10 heures du matin, dans le but mentionné, dans la pétition, et qu'en attendant tous les procédés judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire, soient suspendus.

Par ordre de Phon. Charles Watts, juge de la dite cour, ce 26 de février A. D. 1834. P. LEBLANC,

27 fév—3,10j dép. gref.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de Premier District Judiciaire.—*David Shields* contre *ses créanciers*.—A la demande de M. C. McMillen, avocat du demandeur et sur les preuves données que l'avis ordinaire n'a pas été publié, touchant l'ordre émané dans cette affaire, le 27 de janvier dernier ; il est ordonné par la cour, qu'une assemblée des créanciers aura lieu en l'étude de B. W. Miller, notaire public, le lundi, 24 de mars prochain, afin de délibérer dans l'affaire du demandeur, et pendant ce temps-là toutes poursuites judiciaires contre sa personne et contre ses propriétés seront suspendues. Thomas N. Morgan est nommé pour représenter les créanciers absents. Extrait des minutes.

(Signé) P. LE BLANC,

20 fév—6,2ps dép. gref.

ETAT DE LA LOUISIANE.

COUR DE PAROISSE pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.—Présent l'hon. Chs. Maurian, juge, 1er. février 1834—No. 7205.—*Magloire Jambon contre ses créanciers*.—La cession des biens du pétitionnaire ayant été acceptée par la cour, au profit des créanciers, il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers ait lieu en l'étude de Félix de Armas, notaire public, le mercredi. 5 de mars prochain, pour, dans la dite étude et alors délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire ; et en attendant toutes poursuites contre sa personne et ses biens sont et demeurent suspendues.

Il est de plus ordonné que Mr. C. Elliot, est nommé pour représenter les créanciers absents.

Par ordre de la cour,

3 fév—10,2ps F. BUISSON, dép. gref.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de Paroisse, en et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans—Présent l'hon. Chs. Maurian, juge—No. 7286—*Joseph Lasalle contre ses créanciers*.—La cession des biens du pétitionnaire ayant été acceptée au bénéfice de ses créanciers, il est ordonné par la cour, qu